

Service Risques et Installations Classées
12/14, rue des Archives
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 29 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/22

Contexte et constats

Publié sur



CPCU

10 rue des Fusillés
94400 Vitry-sur-Seine

Références : DRIEAT-IF/UD94/PAD/GP/2022/N°423GR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/22 dans l'établissement CPCU sis 10 rue des Fusillés, à Bonneuil-Sur-Marne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuelle de contrôle (PPC) pour l'année 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CPCU
- 10 rue des Fusillés - 94400 Vitry-sur-Seine
- Code AIOT dans GUN : 0007402281
- Régime : A

La Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) – Chaufferie de Vitry exploite une centrale de co-génération thermique, utilisant du gaz naturel comme combustible. Elle permet la production d'électricité (125 MW électrique) et de vapeur (400 t/h) destinée au chauffage urbain.

L'installation est classée suivant les rubriques suivantes:

Code	Libellé	Paramètres	Régime
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	turbine à gaz d'une puissance de 350 MW chaudière post-combustion de 450 MW	[A]

Les installations sont réglementées par :

- arrêté préfectoral d'autorisation du 16/08/01 modifié ;

- arrêté préfectoral complémentaire du 15/10/13 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 01/03/22.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention des risques ;
- pollution atmosphérique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC n° 2 - Vérification périodique des installations électriques	Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 37	/	Sans objet
PC n° 7 - Plan de gestion	Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 81.3	/	Sans objet
Point de contrôle n° 11 - Efficacité énergétique	Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 85	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point de contrôle n° 1 - Propreté	Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 36	/	Sans objet
Point de contrôle n° 3 - Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 41	/	Sans objet
Point de contrôle n° 4 - Vérification périodique des appareils de mesure	Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 48.3	/	Sans objet
Point de contrôle n° 5 - Management environnemental	Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 81.1	/	Sans objet
Point de contrôle n° 6 - Management de l'énergie	Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 81.2	/	Sans objet
Point de contrôle n° 8- Combustible autorisé et suivi du combustible	Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 82	/	Sans objet
Point de contrôle n° 9 - Plan de gestion des déchets	Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 83	/	Sans objet
Point de contrôle n° 10 - Plan de gestion des nuisances sonores	Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 84	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté une non-conformité liée à un débit insuffisant de l'ensemble des poteaux incendie. Par courriel du 01 juin 2022, l'exploitant a transmis un rapport de vérification, réalisé le 31 mai, par la société Bureau Veritas, concluant à la conformité des poteaux incendie.

En outre, il a été constaté une non-conformité liée à une surchauffe d'un bornier basse-puissance en sortie d'un automate industriel (90°C) relevée lors de la dernière vérification annuelle des installations électriques (09/09/21). L'organisme a recommandé une résolution de ce problème sous un délai de deux mois. Par courrier du 30 mai 2022, l'exploitant a indiqué avoir procédé au

remplacement de l'élément responsable de la surchauffe, en l'espèce une carte automate.

En outre, de nombreuses non-conformités et observations, dont certaines récurrentes, liées à des éléments de sécurité électrique (absence de disjoncteur différentiel, surchauffe anormale de certains organes électriques...) ont été constatés. L'exploitant a indiqué procéder à la résolution de ces non-conformités lors de la maintenance programmée à l'été 2022. A ce titre, il sera réalisé un suivi de la résorption des écarts par l'inspection des installations classées.

Ces éléments relevés n'ont pas permis de réaliser le contrôle de l'ensemble des points initialement prévus lors de l'inspection, et, notamment, la conformité à l'arrêté complémentaire relative à l'application des meilleures techniques disponibles pour les grandes installations de combustion (BREF LCP). En conséquence, il est demandé à l'exploitant de communiquer ultérieurement les différents éléments (plan gestion, certificats d'audit...). Par courrier du 30 mai, l'exploitant a transmis une partie des éléments précités.

En l'absence de réponses dans les délais impartis, l'exploitant s'expose à une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Point de contrôle n° 1 - Propreté

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 36
Thème(s) : Propreté
Prescription contrôlée : Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés [...]
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le site était propre.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC n° 2 - Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 37
Thème(s) : Vérification périodique des installations électriques
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. [...]
Constats : L'exploitant a présenté le rapport d'inspection thermographique des installations électriques du 31 janvier 2021, et le rapport de vérification électrique du 09/09/21. Il a été constaté une non-conformité liée à une surchauffe anormale (90°C) des borniers basses-puissances d'une armoire automate servant à la régulation. Ce défaut est lié à un mauvais serrage des bornes. Une action sous deux mois était préconisée, par l'organisme vérificateur, pour la résorption de ce problème, mais n'a pas été suivie par l'exploitant car cela aurait nécessité un arrêt de l'automate qui n'était pas possible compte tenu des impératifs de production. L'exploitant n'a pas été en mesure de nous confirmer si le bornier de l'automate pouvait admettre de telles valeurs sans risquer de se détériorer. En outre, de nombreuses non-conformités et observations, dont certaines récurrentes, liées à des éléments de sécurité électrique (absence de disjoncteur différentiel, surchauffe anormale de certains organes électriques...) ont été constatés. L'exploitant a expliqué qu'il allait procéder à la remise en conformité de l'installation durant la mise à l'arrêt de l'intégralité de l'installation pour maintenance prévue à l'été 2022. L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de les informer de l'état de cette maintenance, et de fournir, à l'issue de la campagne, les rapports de vérifications électriques assurant la levée des non-conformités de priorité 1 et 2 constatées dans les compte-rendus précités. Par courrier du 30 mai 2022, l'exploitant a indiqué avoir procédé au remplacement de la carte automate responsable de la surchauffe.
Type de suites proposées : Susceptibles de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point de contrôle n° 3 - Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 41
Thème(s) : Moyens de secours contre l'incendie
Prescription contrôlée : [...] Ces moyens de secours doivent être maintenus en bon état, protégés contre le gel, et vérifiés au moins une fois par an. [...]
Constats : L'exploitant a fourni les rapports de vérifications des extincteurs du 22 décembre 2021, des poteaux incendies du 12 juillet 2021, et du système de protection incendie du 30 mars 2022. L'inspection des installations classées a constaté des non-conformités liées à des extincteurs manquants et corrodés. L'exploitant a présenté un rapport d'intervention en date du 22 décembre 2021 comprenant le remplacement des extincteurs impactés. En outre, il a été constaté que l'ensemble des poteaux incendie présente un débit nominal inférieur au minimum réglementaire de 60 m ³ /h (respectivement 43, 39 et 47 m ³ /h). L'exploitant n'a pas su présenter d'éléments permettant d'attester la résorption de cette non-conformité, et ce depuis 10 mois. A ce titre, l'inspection observe une défaillance organisationnelle quant à la surveillance des moyens de lutte contre l'incendie. Il a été demandé à l'exploitant de vérifier le bon fonctionnement des poteaux incendie, et, le cas échéant, de réaliser les travaux nécessaires afin de remettre le matériel en conformité par rapport aux exigences réglementaires. Par courriel du 01 juin 2022, l'exploitant a transmis un rapport de vérification, réalisée le 31 mai, par la société Bureau Veritas, concluant en la conformité des poteaux incendie.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point de contrôle n° 4 - Vérification périodique des appareils de mesure

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 48.3
Thème(s) : Vérification périodique des appareils de mesure
Prescription contrôlée : Les appareils de mesure fonctionnant en continu doivent être vérifiés à intervalles réguliers ; les instruments de mesure des concentrations d'oxydes d'azote, de monoxyde de carbone, et d'oxygène subiront un calibrage, par exemple en utilisation des gaz étalons sur le site, et un examen de leur fonctionnement.
Constats : L'inspection des installations classées a eu accès au rapport de ré-étalonnage (AST 2021) des instruments de mesure qui a levé la remarque sur l'ajustage du paramètre SO2.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point de contrôle n° 5 - Management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 81.1
Thème(s) : Management environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un système de management environnemental [...]
Constats : L'exploitant doit transmettre les éléments justifiant de la mise en place d'un système de management environnemental. Par courrier du 30 mai 2022, l'exploitant a transmis le certificat de conformité à l'ISO 14001 comprenant l'installation dans le périmètre de certification.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point de contrôle n° 6 - Management de l'énergie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 81.2
Thème(s) : Management de l'énergie
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un système de management de l'énergie [...]
Constats : L'exploitant doit transmettre les éléments justifiant de la mise en place d'un système de management de l'énergie. Par courrier du 30 mai 2022, l'exploitant a transmis la preuve de la prolongation du certificat de conformité à l'ISO 50001 pour une durée de six mois.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC n° 7 - Plan de gestion

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 81.3
Thème(s) : Plan de gestion
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'établir au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des périodes autre que les périodes normales de fonctionnement conforme à la meilleure technique disponible (MTD 10) de la décision d'exécution n° 2017/1442 du 31 juillet 2017. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué qu'un plan de gestion est en cours de développement par la société Envea, mais que l'échéancier n'est pas encore figé à cause de problèmes d'approvisionnement.
Type de suites proposées : Susceptibles de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point de contrôle n° 8 - Combustible autorisé et suivi du combustible

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 82
Thème(s) : Combustible autorisé et suivi du combustible
Prescription contrôlée : L'exploitant énumère dans un document relatif aux combustibles utilisés et précise pour chacun leur nature. [...] Les documents relatifs aux combustibles utilisés doivent être annexés au livret de chaufferie [...]
Constats : L'inspection des installations classées n'a pas eu le temps de réaliser sur site le contrôle du livret de chaufferie. Néanmoins, il a été demandé à l'exploitant de transmettre une copie du livret de chaufferie contenant une section relative aux combustibles utilisés lors du procédé de l'installation. Par courrier du 30 mai 2022, l'exploitant a transmis une copie du livret de chaufferie énumérant les combustibles utilisés dans le procédé de combustion, en l'espèce du gaz naturel.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point de contrôle n° 9 - Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 83
Thème(s) : Plan de gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des déchets produits sur son site conforme à la meilleure technique disponibles (MTD 16) de la décision d'exécution n° 2017/1442 du 31 juillet 2017. [...]
Constats : L'inspection des installations classées n'a pas eu le temps de réaliser le contrôle du plan de gestion des déchets. Par courrier du 30 mai 2022, l'exploitant a transmis le plan de gestion des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point de contrôle n° 10 - Plan de gestion des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 84
Thème(s) : Plan de gestion des nuisances sonores
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des nuisances sonores conforme à la meilleure technique disponible (MTD 17) de la décision d'exécution n° 2017/1142 du 31 juillet 2017 [...]
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas mis en place un plan de gestion des nuisances sonores telles que prévues à l'article susvisé. En outre, l'exploitant a indiqué qu'une analyse du bruit sur l'année 2021 a révélé deux non-conformités sur la période nocturne entraînant une émergence supérieure à 2 dB. Il est demandé à l'exploitant de réaliser une campagne de mesure sonore pour s'assurer que les deux non-conformités précitées sont levées.
Type de suites proposées : Susceptibles de suites
Proposition de suites :

Nom du point de contrôle : Point de contrôle n° 11 - Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/08/01, article 85
Thème(s) : Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant réalise au plus tard le 17 août 2021, une mesure de l'efficacité énergétique (rendement électrique ou rendement thermique) à pleine charge (régime nominal) de chacune des chaudières. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué procéder à la vérification du rendement thermique tous les ans, néanmoins le rendement électrique n'est plus réalisé depuis 2013.
Type de suites proposées : Susceptibles de suites
Proposition de suites :